Au Cameroun, la polémique monte autour d’une attaque qui a visé vendredi 19 octobre une école publique de Bamenda, la capitale de la province anglophone du nord-ouest en proie à un conflit armé, qui oppose les forces de l'ordre aux indépendantistes ambazoniens. Plusieurs sources assurent que ces rebelles ont enlevé plusieurs élèves avant de se replier. Une information démentie formellement par les autorités.

Des journalistes et des habitants du 3e arrondissement de Bamenda sont catégoriques : l'attaque qui a visé l'école publique Government Bilingual High School, GBHS Atiela, a eu lieu en pleine matinée de vendredi.
Un groupe d'hommes lourdement armés a profité d'un paysage broussailleux pour s'introduire dans l'école. Ils sont alors entrés dans une classe, avant de se replier tranquillement en amenant de force six élèves, dont une jeune fille qui est parvenue à leur échapper par la suite.

Les mêmes sources assurent que les forces de l’ordre ne sont intervenues qu'après l'incident. Cette version est démentie avec vigueur par les autorités camerounaises.
Le gouverneur de la province du nord-ouest a été le premier à réagir. Puis le responsable de la communication du ministère camerounais de la Défense est monté au créneau. Le colonel Didier Badjeck assure que les autorités militaires sur place sont tout aussi catégoriques : « Un tel incident n'a jamais eu lieu à cet endroit », a-t-il insisté, tout en reconnaissant qu'il y a eu plus loin dans la campagne deux petites attaques attribuées aux indépendantistes ambazoniens,

que le pouvoir qualifie de « terroristes ».

L'officier camerounais cite l'exemple de deux fillettes enlevées dans le village natal de John Fru Ndi, l'ancien président du parti anglophone d'opposition SDF, vendredi, et il annonce une prochaine offensive militaire en vue de les récupérer des mains de leurs ravisseurs.

RFI